



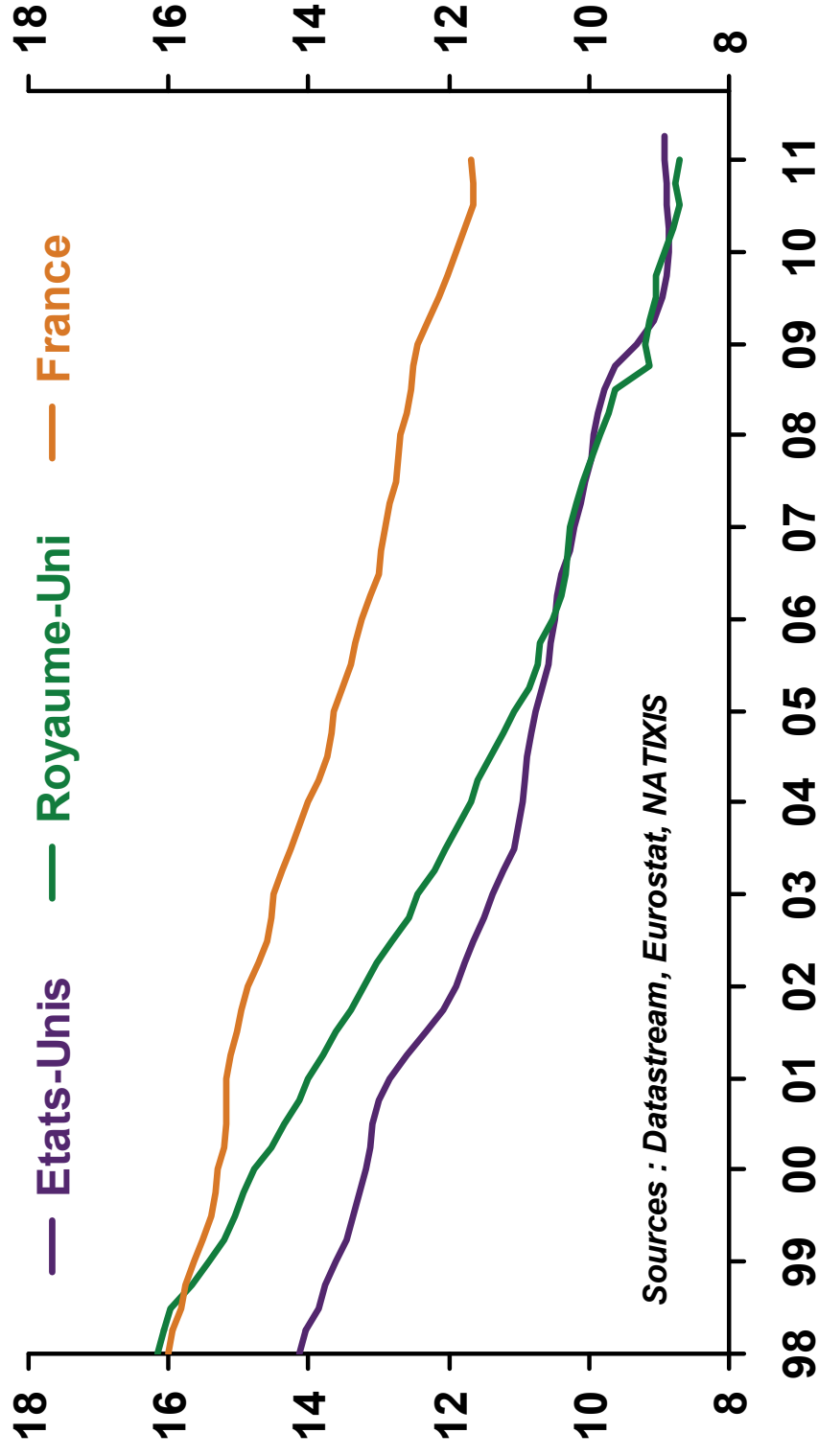
Comment réindustrialiser en face de l’Allemagne et des pays émergents ?

**Patrick ARTUS**
Directeur de la Recherche et des Etudes - NATIXIS

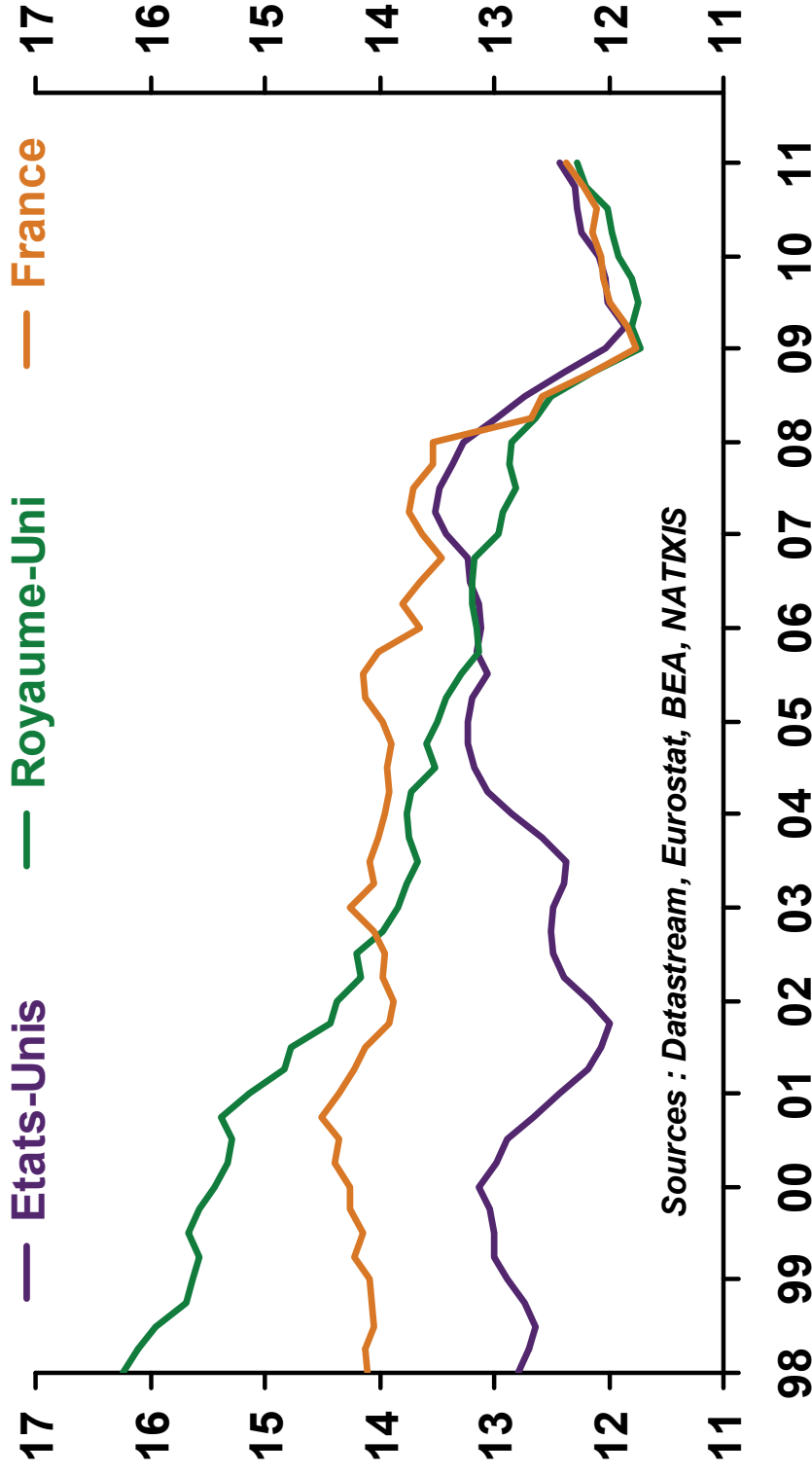
Colloque « *Croissance de demain* »
Paris, 12 septembre 2011

La taille de l'industrie a diminué dans beaucoup de pays : l'exemple des Etats-Unis, de la France et du Royaume-Uni

Emploi manufacturier (en % du total)

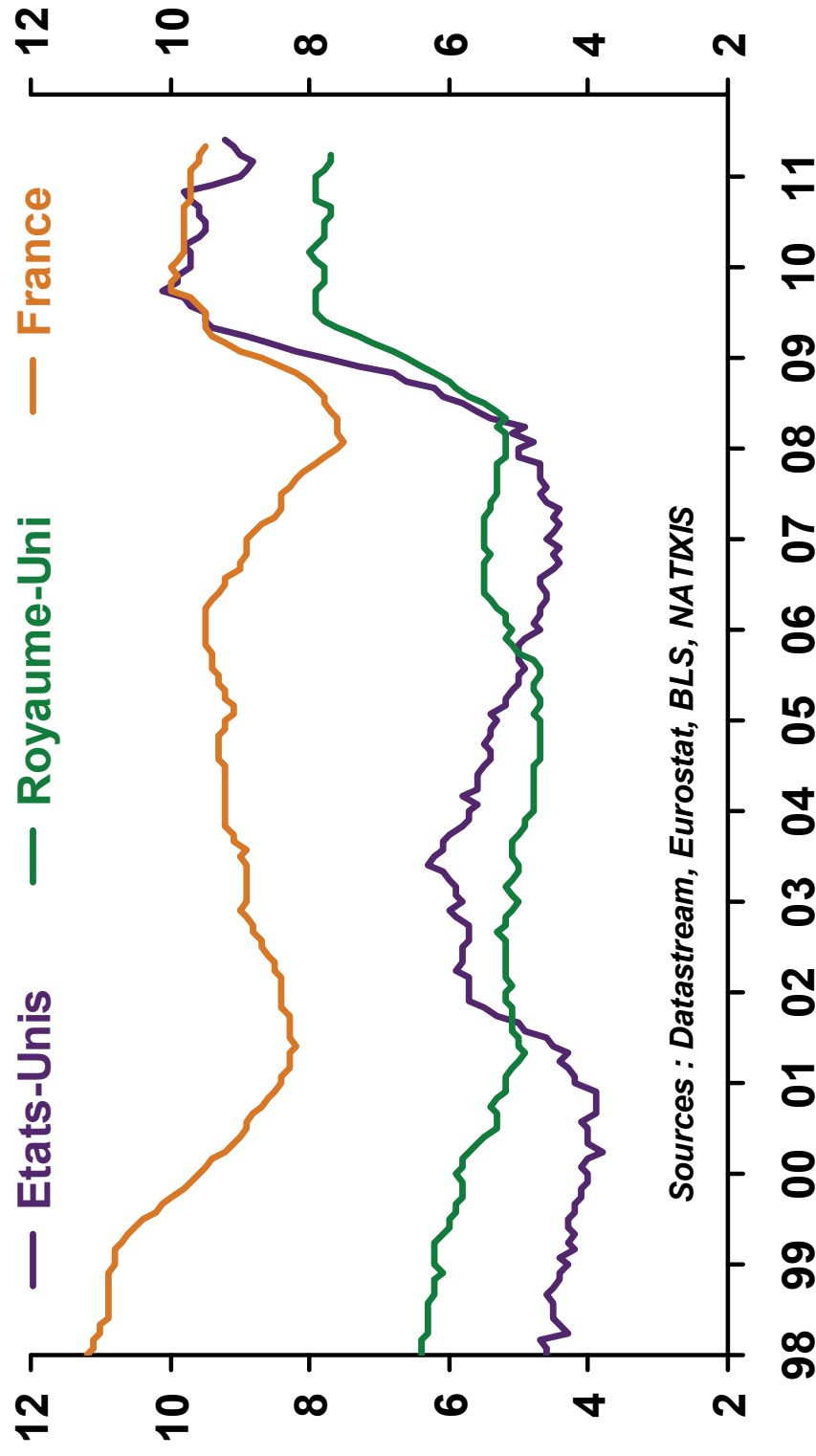


Valeur ajoutée manufacturière (en % du PIB)

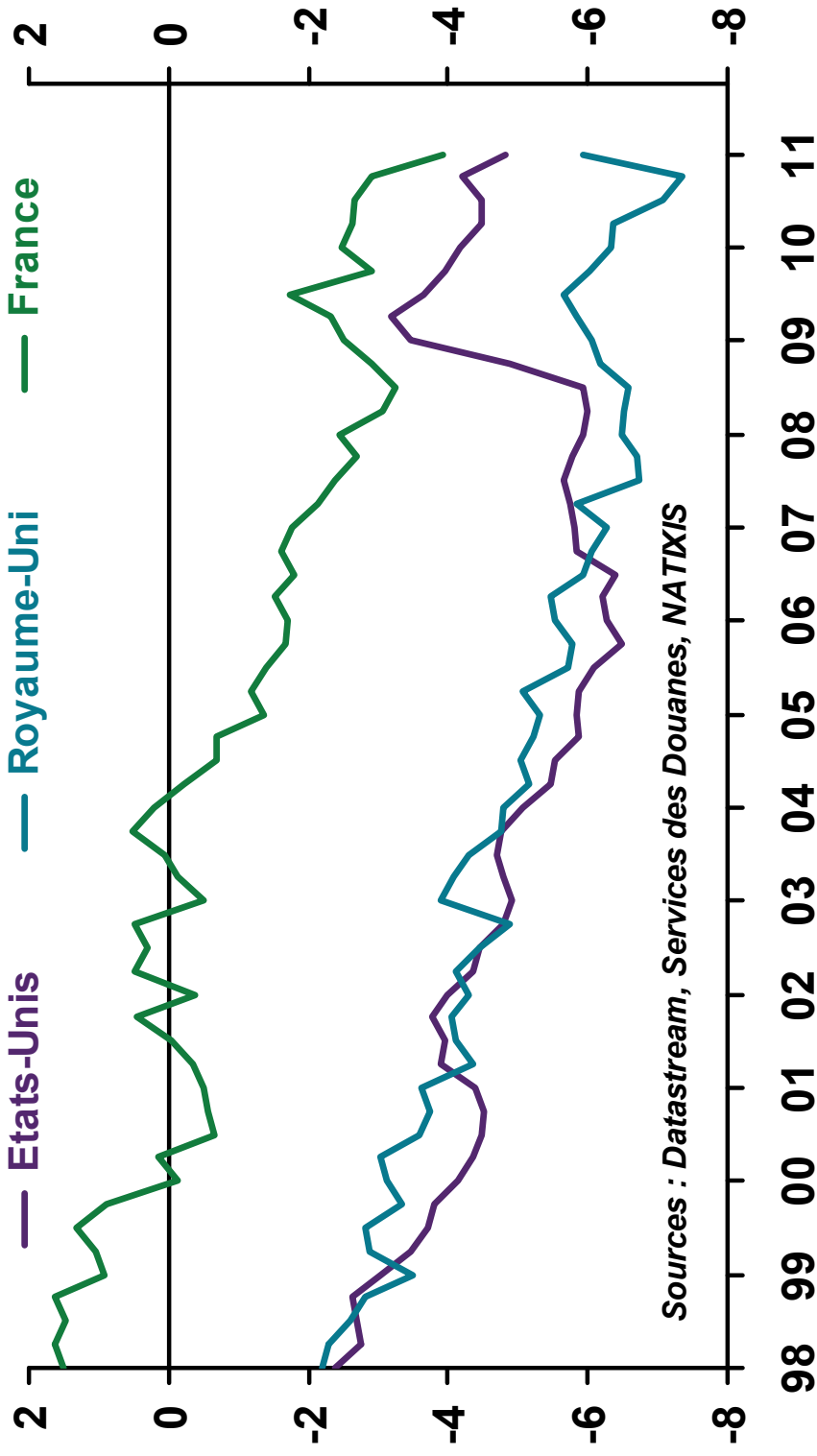


Les dangers de la désindustrialisation

Taux de chômage

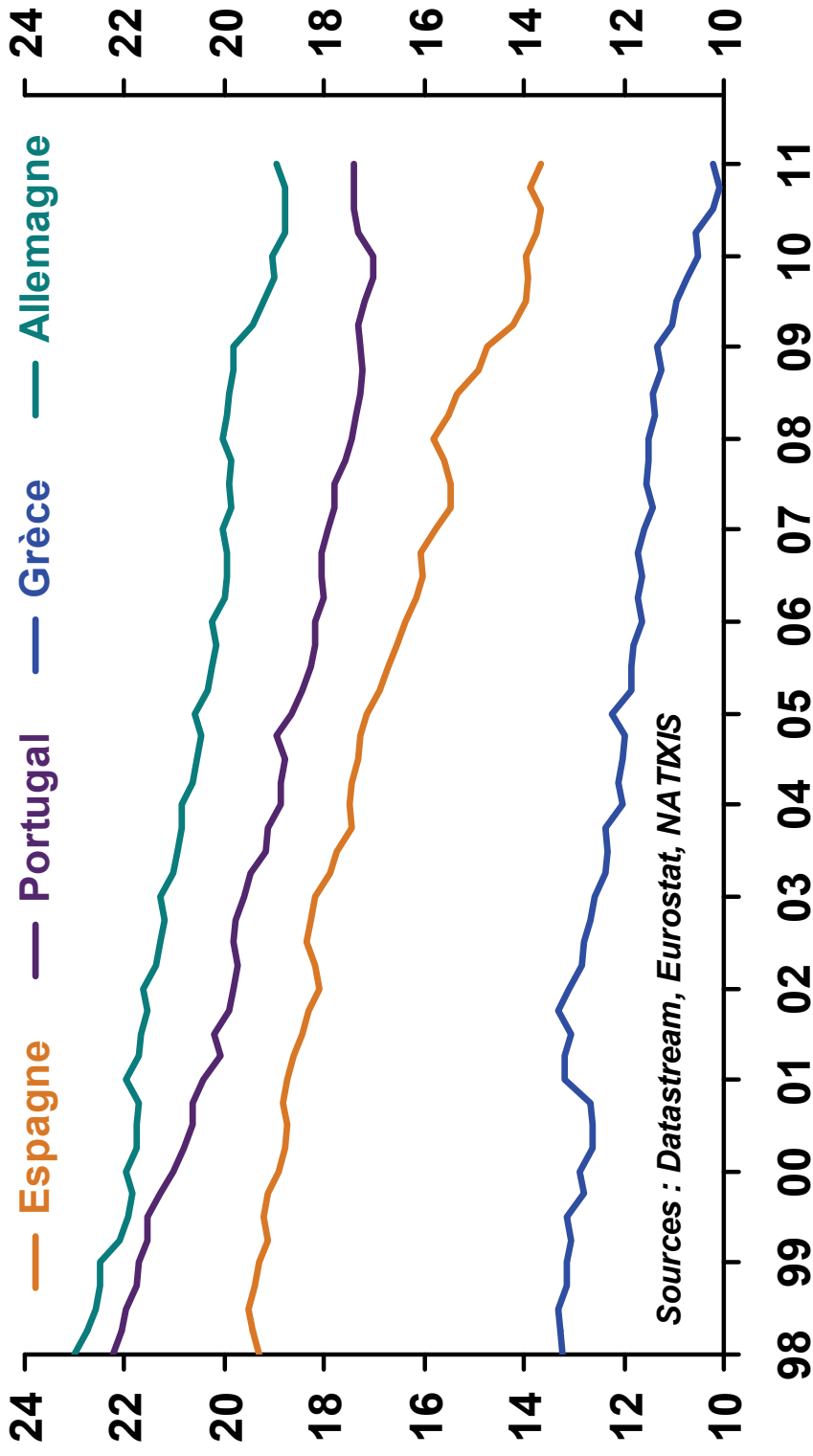


Balance commerciale (en % du PIB valeur)

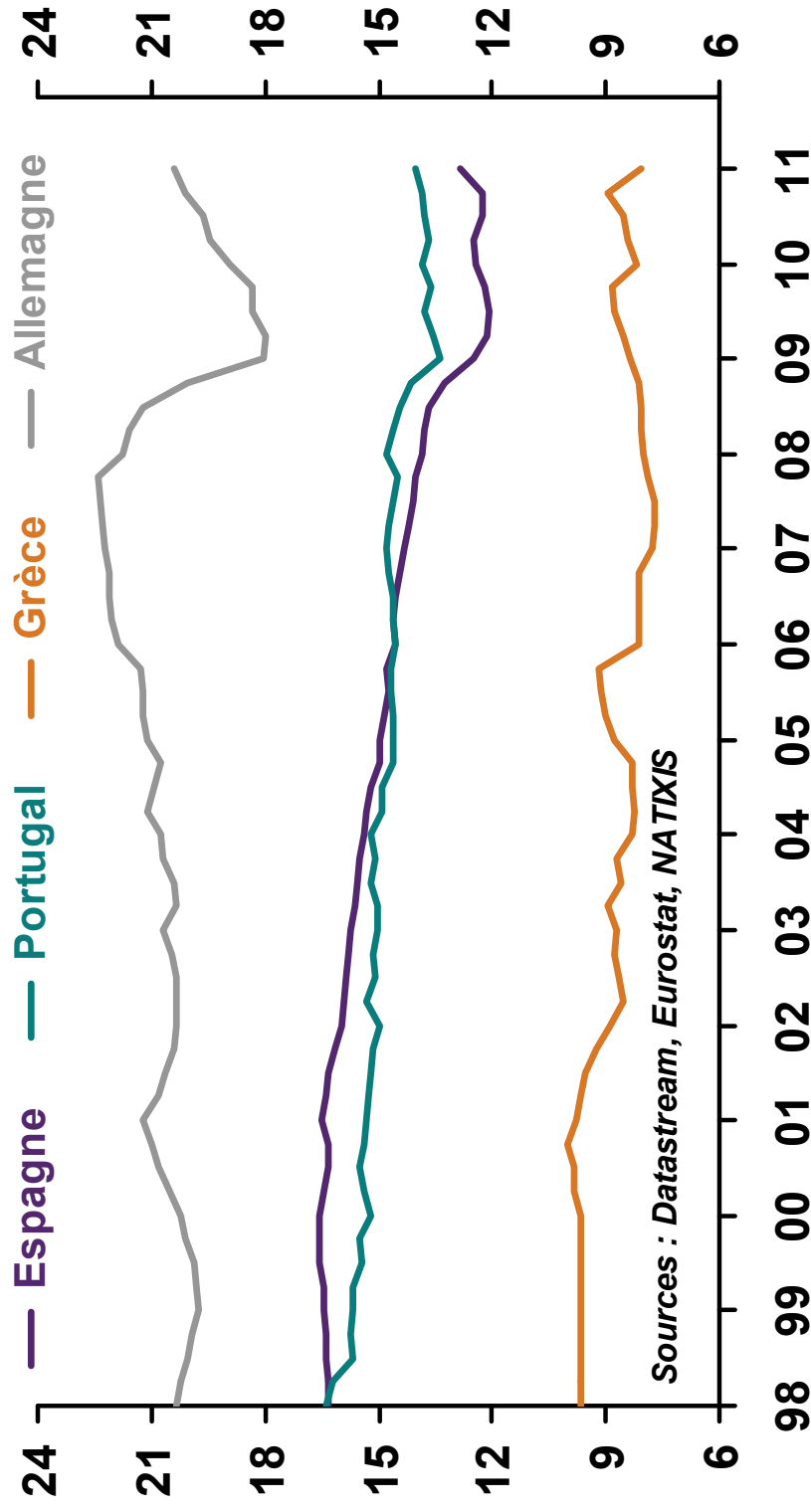


**D'autres pays voudront se réindustrialiser
ou garder une industrie de grande taille**

Emploi manufacturier (en % de l'emploi total)



Valeur ajoutée dans le secteur manufacturier (en volume, en % du PIB)

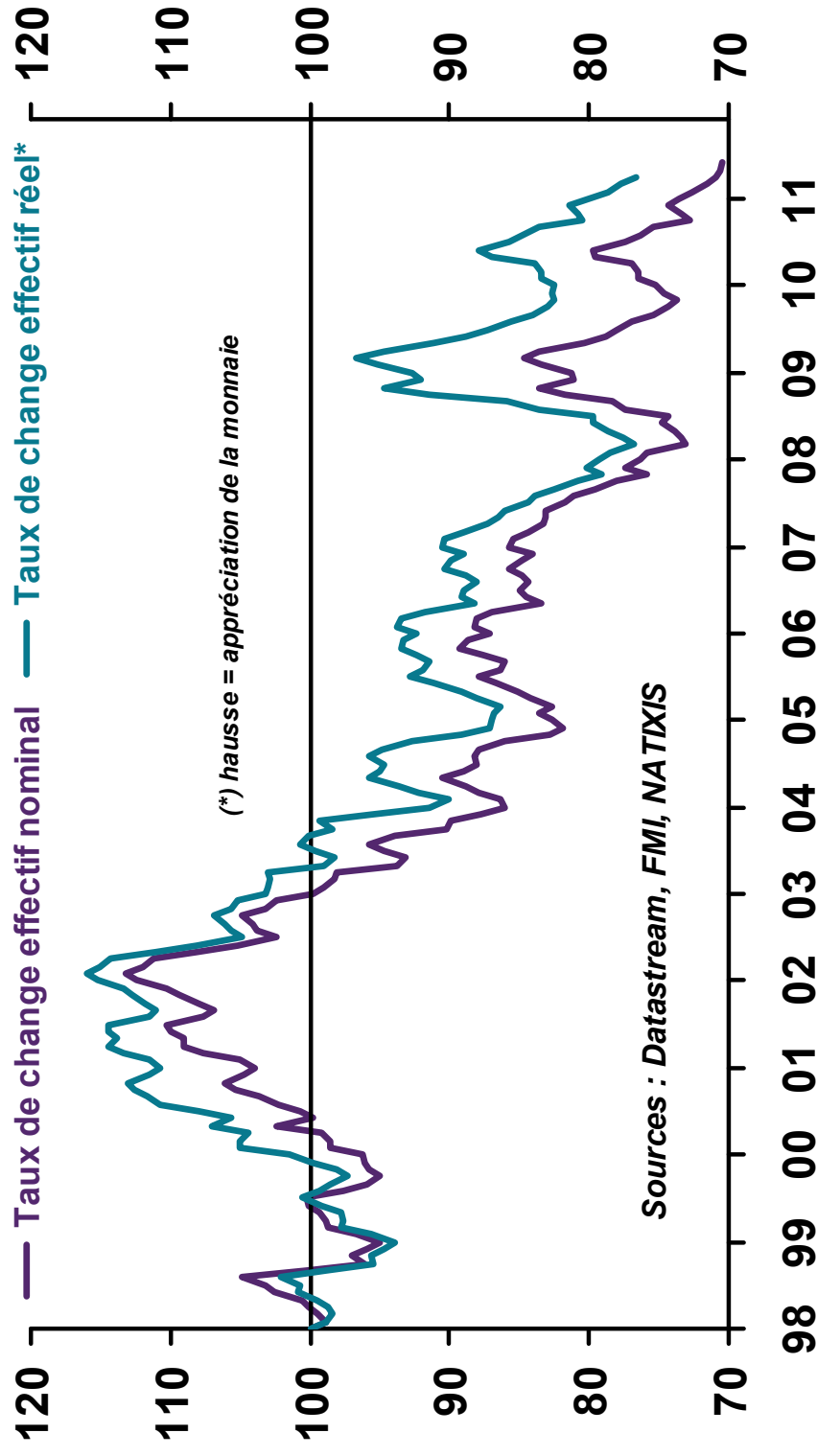


Première stratégie : environnement macro-économique

- Dépréciation du change

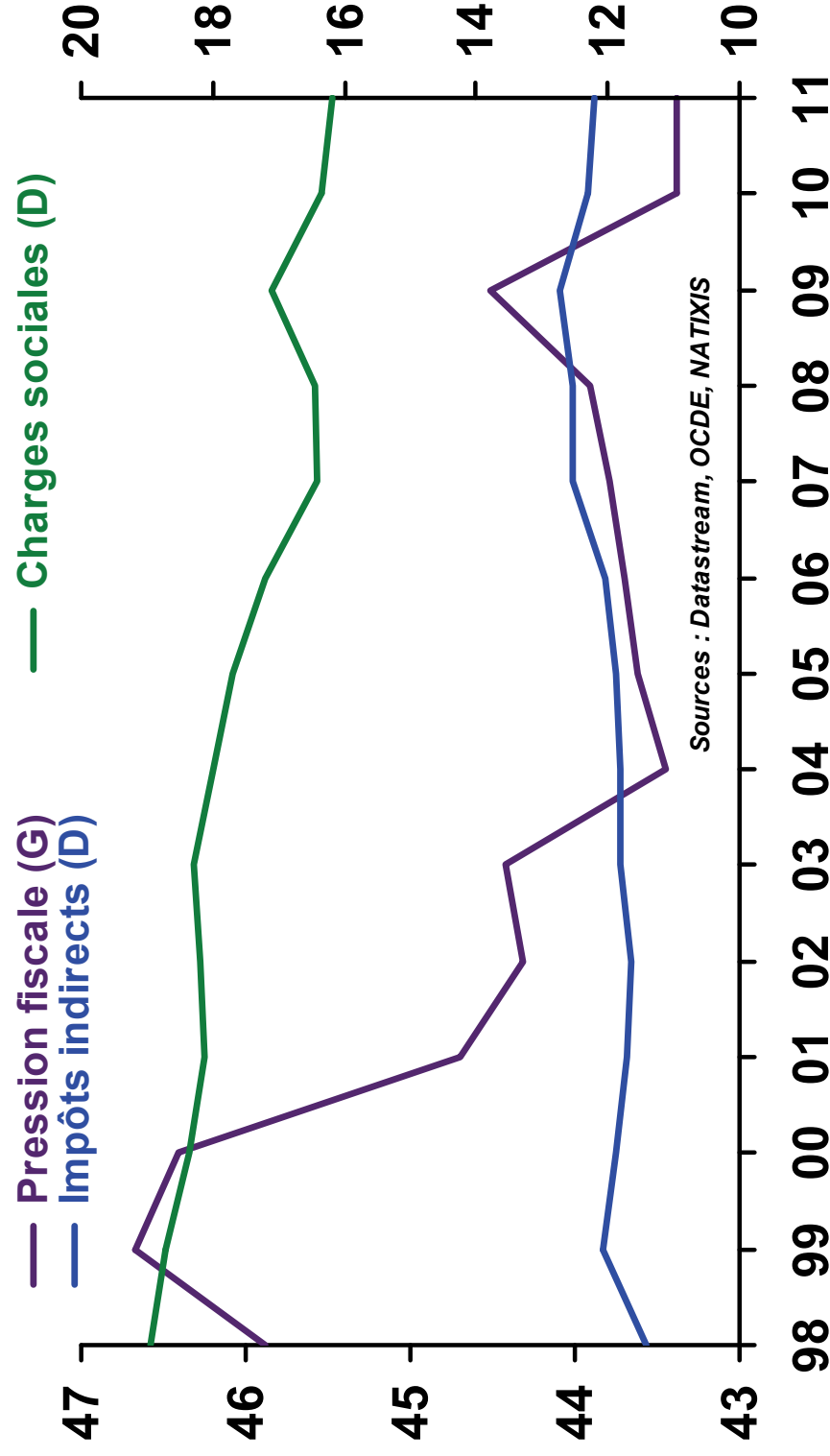
Etats-Unis : taux de change effectif

(100 en 1998:1)



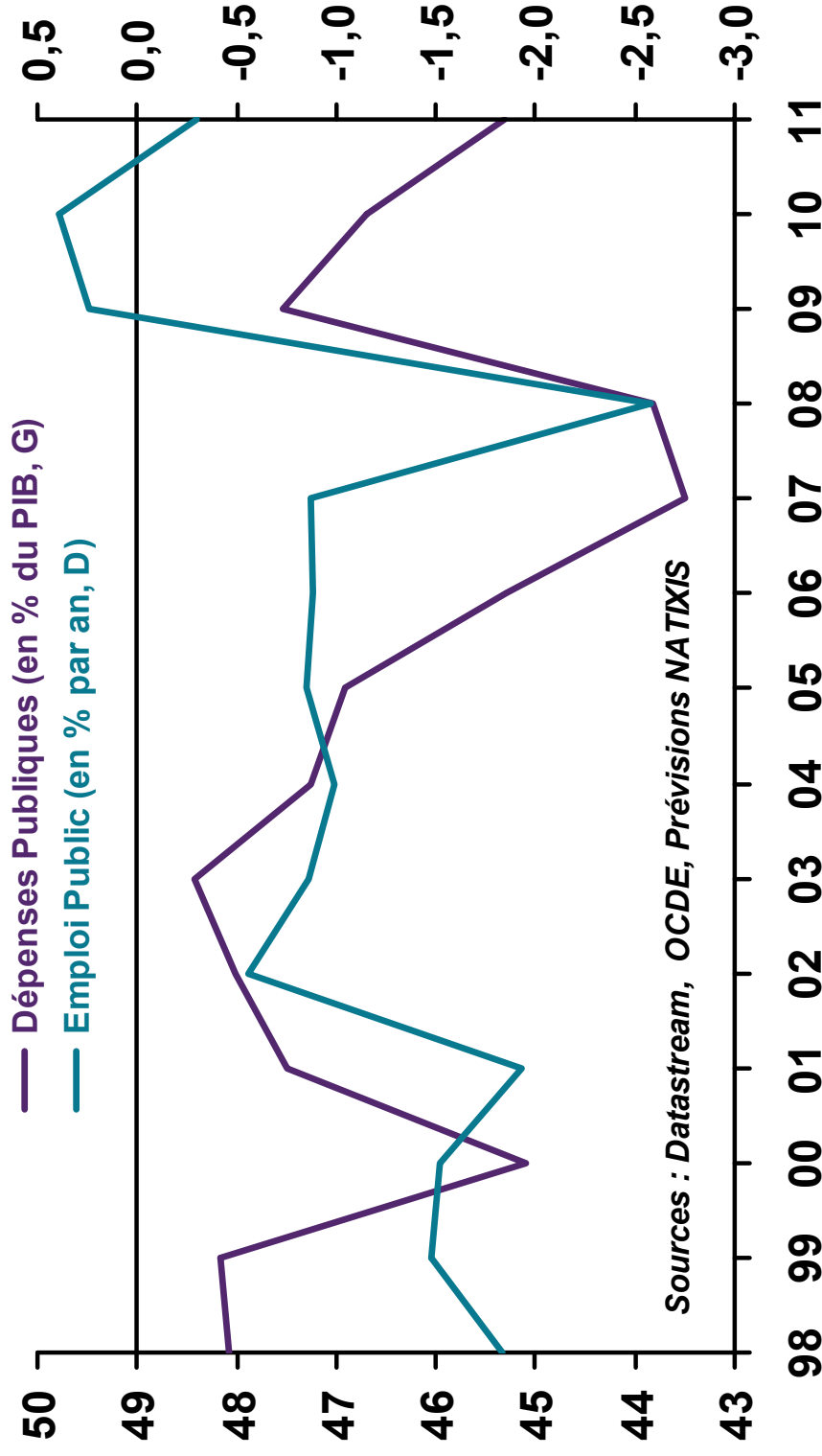
- Fiscalité favorable à l'emploi

Allemagne : pression fiscale, charges sociales et impôts indirects (en % du PIB)

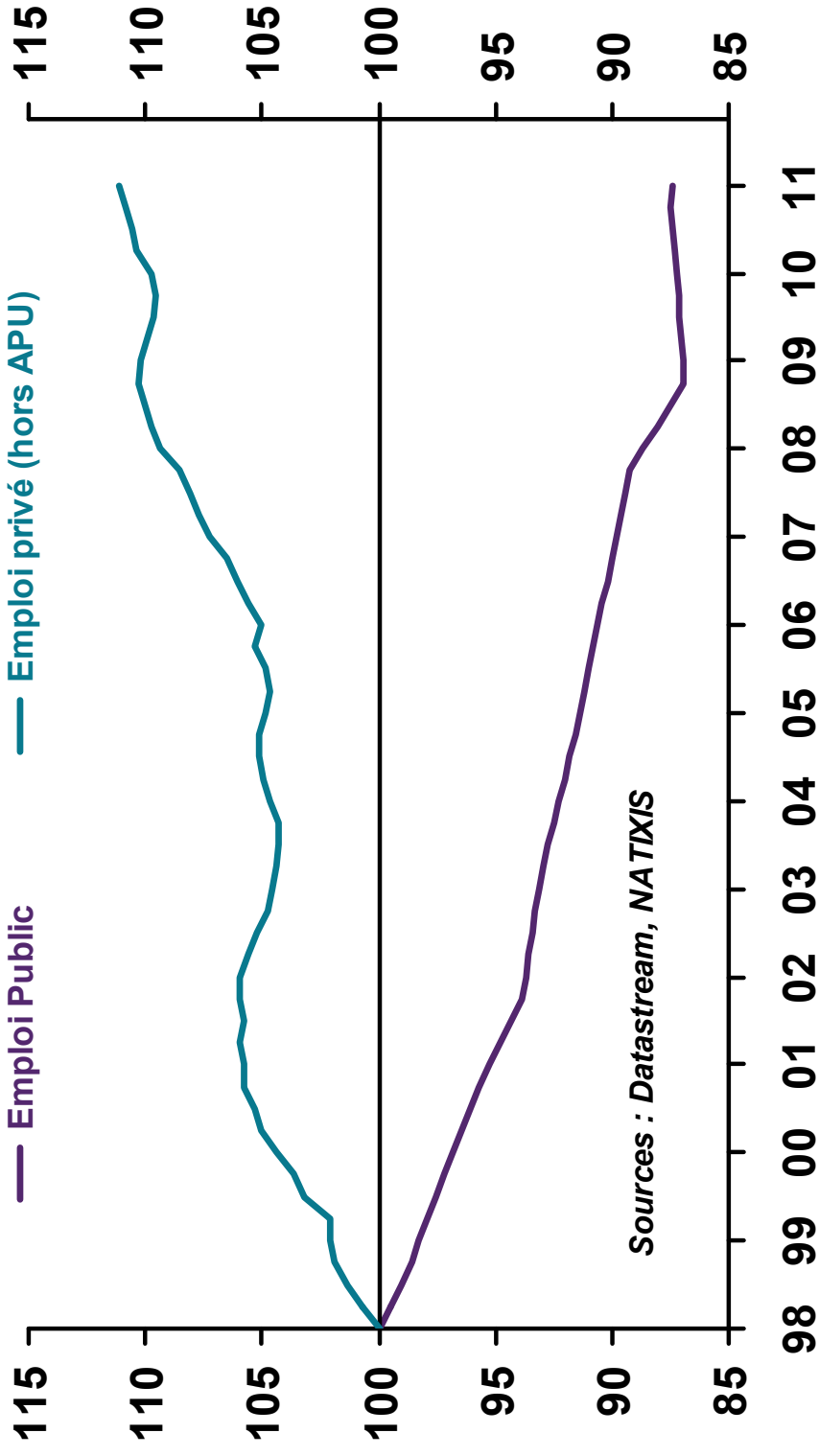


-Transformation des emplois publics en emplois privés

Allemagne: dépenses et emploi dans l'Administration Publique



Allemagne : emploi (100 en 1998:1)



Deuxième stratégie : l'intervention de l'Etat

Dépenses en infrastructures dans les énergies nouvelles, dans l'électricité, décidées par l'Administration Obama

Le dernier projet gouvernemental concernant les énergies nouvelles et l'électricité a été mis en place avec le stimulus fiscal de 2009 (ARRA). Le président Obama avait annoncé son intention de doubler la production des énergies renouvelables sur les années 2010-12. Une part importante de ce projet est dédié à promouvoir l'efficacité énergétique (notamment via l'amélioration des infrastructures) et les énergies renouvelables (tableau).

Financement des projets d'énergie et d'environnement	\$Mds
Efficacité énergétique et énergies renouvelables	16,8
Garanties fédérales pour les crédits dédiés aux systèmes des énergies renouvelables et de la transmission d'électricité	6
Subventions d'états pour les projets d'infrastructure d'eau	5,8
Autres projets énergétiques y compris le programme de rénovations des grilles électriques ("smart grid", \$4,4Md)	22,4
Autres projets d'environnement y compris le développement des parcs nationaux	4,7
Allocations pour la recherche scientifique liées aux énergies (Fondation Nationale des Sciences, Bureau de la Recherche du Département de l'Energie, NASA)*	5
Autres	1
Total	61,7

*Allocations à la Fondation Nationale des Sciences (\$3Md), au Bureau de la Recherche du Département de l'Energie pour les projets sur les biocarburants, la physique nucléaire et des énergies de la fusion (\$1,6Md), à la NASA pour la recherches le climat (0,4Md\$)

France : dépenses du Grand Emprunt

La mobilisation de 35 milliards d'euros dans le cadre du grand emprunt lancé en 2010 vise à financer des nouveaux programmes d'investissement dans des « secteurs d'avenir ».

Cinq « axes prioritaires » sont identifiés :

- Enseignement supérieur et formation (11 milliards d'euros) : cinq à dix initiatives d'excellence seront financées et 1 milliard d'euros affectés pour bâtir le campus scientifique et technologique européen sur le plateau de Saclay ; 20 000 places supplémentaires seront également mises à disposition dans les internats d'excellence pour promouvoir l'égalité des chances ;
- Recherche (7,9 milliards d'euros) : l'objectif est de créer des instituts de recherche technologique, de développer les équipements de recherche, et encourager la valorisation des brevets industriels. 3,5 milliards d'euros iront au renforcement du dispositif français de valorisation de la recherche, 2,4 milliards d'euros aux secteurs de la santé et des biotechnologies ;
- Filiales industrielles et PME (6,5 milliards d'euros) : les cibles prioritaires sont le renforcement des fonds d'amorçage, le dispositif d'aide à la réindustrialisation, l'entrepreneuriat social et solidaire, le renforcement de l'action d'Oséo et des pôles de compétitivité ainsi que le financement de projets dans les secteurs porteurs (automobile, aéronautique, espace, ferroviaire) ;
- Développement durable (5,1 milliards d'euros) : soutenir les phases de recherche ou de pré-industrialisation dans les écotechnologies et les énergies décarbonées (énergies renouvelables, nucléaire) ;
- Economie numérique (4,5 milliards d'euros) : 2 milliards d'euros seront alloués à l'accélération du déploiement national du très haut débit et 2,5 milliards d'euros au développement des nouveaux services, usages et contenus numériques.

France : secteurs soutenus par le FSI

Le total des actifs du FSI se monte fin 2010 à 21,8 milliards d'euros.

Présent à hauteur de 13,67% dans le capital de France Telecom, grâce à la participation apportée par la CDC lors de la création du fonds, de 10,9% de ST Microelectronics et de 8,5% de Gemalto, le FSI est principalement présent dans le secteur des Technologies de l'Information et de la Communication. La participation au capital de France Telecom représente à elle seule plus de 7Md€ d'actifs.

Actionnaire de 19,28% d'Eiffage (représentant plus de 700M€ d'actifs), le FSI également fortement engagé dans le secteur de la construction.

Le fonds est enfin présent dans le secteur des énergies et de l'environnement, avec une participation de 38% au capital de la Saur, et de 5,28% de Vallourec.

Il est également présent, à une moindre échelle, dans le secteur automobile, par le biais de sa participation 5,9% dans le capital de Valeo.